

Agrégation

# LES SOCIÉTÉS AFRICAINES ET LE MONDE : UNE HISTOIRE CONNECTÉE 1900-1980



Sous la direction de Yannick Clavé

ellipses

## CHAPITRE 1

# Une histoire connectée et transnationale des sociétés africaines au xx<sup>e</sup> siècle

Yannick Clavé

*« Le rapport de l'Afrique au reste du monde n'est pas d'ordre relationnel. Il ne relève pas de l'extranéité. Il est au contraire consubstantiel à sa trajectoire historique<sup>1</sup> ».*

*« La mise au jour des connexions dans toutes leurs spécificités permet de dépasser une histoire de l'Afrique repliée sur ce continent<sup>2</sup> ».*

Loin des affaires du monde, isolée et repliée sur elle-même, pauvre, naïve, n'entrant dans l'Histoire avec un grand -H que par défaut, celle des multiples dominations extérieures subies, depuis les traites négrières jusqu'à la colonisation européenne des xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles. Voilà comment l'Afrique a été longtemps perçue et l'est encore en partie aujourd'hui. Il faut sans doute y voir, aussi, les écueils des programmes scolaires de l'enseignement secondaire et la rareté de son enseignement dans le supérieur. Pourtant, l'histoire de l'Afrique est d'une incroyable richesse tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, et, mieux encore, elle est au cœur des processus mondiaux, permettant ainsi de multiples formes de connexions entre ses sociétés et le monde. La question mise au programme demande ainsi résolument de renverser les perspectives habituelles dans l'étude de l'Afrique et des Africains, en mettant au centre non pas les dominations et les acteurs venus de l'extérieur, mais les sociétés africaines elles-mêmes. C'est sans doute pour de nombreux candidats une révolution copernicienne qu'il leur faut effectuer, mais qui a déjà été accomplie par une historiographie riche et très dynamique depuis deux décennies. La réflexion sur la place de l'Afrique dans le monde n'est certes pas nouvelle. Elle a été initiée par des intellectuels, fréquemment eux-mêmes Africains et militants du panafricanisme, dans les années 1930 et 1940. C'est notamment le cas de William Edward Burghardt Du Bois, dit « W.E.B. Du Bois » (1868-1963), ou encore de Léopold Sédar Senghor (1906-2001), tandis que l'universitaire américain Melville Herskovits est considéré comme un des pères fondateurs des études africaines.

Pour effectuer ce renversement de perspective, le programme met en son cœur la notion de connexions, c'est-à-dire l'ensemble des liens tissés par d'innombrables acteurs, à toutes les échelles spatiales et

1. Bayart Jean-François, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique Internationale*, Presses de Sciences Po, vol. 5, n° 5, 1999, p. 105.

2. Cooper Frederick, *L'Afrique dans le monde. Capitalisme, empire, État-nation*, Paris, Payot, 2015, p. 32 (éd. originale en anglais, 2014).

temporelles, entre les sociétés africaines et le reste du monde, créant ainsi de multiples liaisons et réseaux qui permettent la circulation des idées et des hommes dans un cadre transnational, mais aussi des transformations en Afrique. Les idées autour du panafricanisme, pour ne prendre que cet exemple, ont été ainsi diffusées en Afrique mais aussi en Europe, en Amérique et en Asie. Les connexions sont à envisager dans le cadre le plus large possible, incluant non seulement les processus politiques et culturels, mais aussi les questions économiques et du travail, les enjeux environnementaux, les religions et leurs institutions, la santé, l'information, le sport, les questions de genre (les femmes ne doivent pas être oubliées) et même la vie privée.

Ce sont bien les Africains et les Africaines qui sont au cœur du programme, et non les acteurs extérieurs au continent avec lesquels ils ont été en contact, de manière subie ou choisie. Il s'agit donc, selon une acception large, de l'ensemble des populations autochtones du continent, ce qui inclut aussi les métis et les Européens durablement installés sur le continent (par exemple les Français au Maghreb). Les Afrikaners en Afrique du Sud, dont l'histoire est singulière, sont également à prendre en compte, d'autant qu'ils construisent une identité politique originale de « nation africaine ». Les populations non Africaines arrivées sur le continent pendant la période coloniale font aussi partie du sujet, par exemple les Syro-libanais en Afrique occidentale ou les Indiens en Afrique du Sud et sur la côte swahilie.

## **I. Les sociétés africaines dans et avec le monde au xx<sup>e</sup> siècle : la puissance des connexions**

### **A. Placer les sociétés africaines au centre de la réflexion**

Ce programme, dans sa formulation ambitieuse voire audacieuse, permet d'éviter un écueil classique, qui existe parfois encore aujourd'hui, celui de l'essentialisation de l'Afrique et de ses habitants, vus à la fois comme un tout homogène et comme dénués de toute capacité d'action et d'organisation. En effet, l'Afrique et ses habitants ont souvent été abordés (y compris dans les programmes scolaires) à travers le prisme d'un rapport passif et subi – voire victimaire – au monde, compte tenu des multiples chocs extérieurs qui ont été subis en particulier deux processus globaux d'une ampleur inédite, les traites négrières du VII<sup>e</sup> siècle au début du XIX<sup>e</sup> siècle d'une part et la colonisation au XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle d'autre part. S'y ajoute le poids de l'héritage colonial et post-colonial au moment des indépendances et jusqu'à nos jours, ce qui a conduit certains auteurs à dénoncer une forme de « néo-colonialisme » que continueraient à exercer les anciennes puissances européennes coloniales sur le continent. C'est comme si l'Afrique était restée une spectatrice passive de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle et comme si le monde – en l'occurrence les Occidentaux – avait complètement déterminé le destin des sociétés africaines, d'abord par la colonisation accomplie à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, puis par les processus de décolonisation et des indépendances (héritage post-colonial).

Mais cette vision traditionnelle, qui nie la capacité des Africains à agir et à s'organiser, doit être renversée désormais, et c'est précisément l'objet du programme de l'agrégation externe d'histoire. En effet, non seulement les sociétés africaines n'ont pas subi le monde, mais leur histoire, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, s'est faite dans et avec le monde. L'Afrique n'a pas été coupée des grands mouvements de l'histoire mondiale. Certes, depuis la colonisation européenne, elle a été prise dans des relations très asymétriques avec l'Occident, en particulier dans les domaines militaire, politique et économique. Mais, un certain nombre d'acteurs africains ont su aménager et user de répertoires d'action, le plus souvent multiples, légitimés par une inscription dans des trajectoires historiques de longue durée. Les sociétés

africaines et le monde se construisent ensemble, selon des processus qui, certes, ne sont pas nécessairement symétriques, mais souvent hybrides et donc Afro-européens ou Afro-occidentaux. C'est ce que rappellent plusieurs publications récentes, ainsi l'ouvrage collectif dirigé par François-Xavier Fauvelle et Anne Lafont, et au titre significatif, *L'Afrique et le monde : histoires renouvelées* (2022). Les auteurs y écrivent notamment : « *L'Afrique et le monde : c'est de l'un à l'autre, tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre, dans le pluriel des Afriques et des mondes, dans des temporalités multiples et des géographies changeantes, que s'écrit cette histoire. Elle consiste en somme à écouter la conversation millénaire qu'ont entretenue des sociétés d'Afrique et des sociétés d'ailleurs. Une conversation qui n'exclut pas la brutalité, la domination, la révolte, le silence, le rejet, mais qui toujours a permis d'emprunter, adopter, adapter, transformer, transfigurer* ». C'est donc notre manière de voir l'Afrique et d'écrire son histoire qui est à repenser.

## B. Des connexions multiples : les sociétés africaines dans le monde

Ce sont toutes ces dominations venues de l'extérieur qui créent des connexions permanentes entre les sociétés africaines et le monde. La domination coloniale puis les héritages post-coloniaux au moment des décolonisations et des indépendances intensifient les liens et les circulations entre le continent africain et le reste du monde. Les capacités multiples, à la fois individuelles et collectives, d'organisation et de mobilisation des sociétés africaines face aux acteurs extérieurs, débouchent en effet sur une multitude de rencontres, et donc de connexions. C'est bien la domination coloniale, suivie des processus de décolonisation et d'accession à l'indépendance – marqués par le puissant legs colonial – qui ont créé les conditions d'une diversification et d'une intensification des connexions au monde des sociétés africaines. Certes, il ne s'agit pas de nier les diverses dominations et violences subies par les Africains, mais, comme l'écrit l'historien Frederick Cooper, « *l'étude d'une telle histoire de connexions inégales et asymétriques pose des défis à l'historien<sup>1</sup>* ».

Loin d'être en marge du monde, l'Afrique a été au cœur de la plupart des processus mondiaux du <sup>xx</sup>e siècle, et de plus en plus au fur et à mesure que le siècle avance : mobilisations massives des Empires dans les deux guerres mondiales, réorganisation du monde après 1945, guerre froide, décolonisation, crise économique et financière des années 1970, immigration vers les anciennes métropoles, émergence et tentatives d'organisation du tiers monde... Déjà dans la première moitié du siècle, au temps de la domination coloniale, certains événements survenus sur le sol africain ont eu des implications mondiales, par exemple l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie fasciste en 1935 dont la violence a été largement médiatisée et dénoncée dans le monde entier. L'événement a mobilisé des activistes de la diaspora africaine, militants du panafricanisme, notamment en Amérique du Nord et dans les Caraïbes : c'est un exemple, parmi tant d'autres, de ces connexions qui constituent le cœur du programme. Par ailleurs, certains événements soulignent une interdépendance étroite entre le continent africain et l'Europe. Ainsi, la défaite du Président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing, en 1981, s'explique en partie par la fameuse « affaire des diamants » et la chute du président Bokassa en Centrafrique, elles-mêmes symptomatiques des liens puissants qui continuent à exister entre la métropole et ses anciennes colonies (la « Françafrique »). Les luttes armées au moment des décolonisations mettent aussi en évidence ces répercussions africaines sur les métropoles, qu'il s'agisse de la guerre d'Algérie en France (chute de la IV<sup>e</sup> République et retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958) ou des guerres en Angola et au Mozambique (en lien avec la révolution des Œillets au Portugal en 1974).

1. *Op. cit.*, p. 31.

### C. Le poids des institutions internationales

Les connexions des sociétés africaines au monde se font, en partie, par l'intermédiaire des institutions internationales. Les plus importantes sont extérieures au continent, d'abord la SDN (Société des nations) fondée en 1919 puis l'ONU créée en juin 1945 suivie par la création, au sein de celle-ci, de l'Unesco dès novembre 1945.

Mais il faut également prendre en compte les institutions internationales créées au sein même du continent africain dans les années 1960 et 1970, qui traduisent à la fois le vieux rêve – certes jamais concrétisé – du panafricanisme et les tentatives d'intégration régionale, qui demeurent là aussi encore peu abouties aujourd'hui. Créée en 1963 par 23 États, notamment à l'initiative de quelques chefs d'État charismatiques (Modibo Keita pour le Mali ou Sylvanus Olympio pour le Togo), l'OUA (Organisation de l'unité africaine) est la première et plus importante organisation intergouvernementale en Afrique. Ses capacités d'action comme ses moyens financiers sont cependant toujours demeurés faibles. C'est aussi par cette institution que se développe progressivement une coopération arabo-africaine, en lien avec la Ligue arabe, elle-même fondée en 1945 et à laquelle appartiennent plusieurs États arabes du continent, à commencer par l'Égypte, seul pays africain parmi les six fondateurs. S'y ajoutent ensuite tous les États d'Afrique du Nord. La déclaration du Caire de 1977 est considérée comme fondatrice, prévoyant une coopération à la fois politique et diplomatique (lutter contre « *l'impérialisme, le colonialisme, le sionisme, l'apartheid* »), économique et culturelle. Mais c'est dès 1973, au lendemain de la guerre du Kippour, qu'est décidée une coopération entre les deux organisations internationales mais aussi la rupture des relations avec Israël. L'Égypte, avec son président Nasser, occupe un poids important dans les deux organisations, compte tenu de ses ambitions internationales de s'affirmer comme un leader du panarabisme et de la lutte anticoloniale (crise de Suez en 1956, rapprochement d'Israël en 1978). La coopération arabo-africaine a aussi une dimension économique, surtout après le premier choc pétrolier de 1973 qui permet aux pays du Golfe de voir exploser leur rente pétrolière, dont une partie des recettes est investie dans des projets de développement au bénéfice de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne.

## II. (Re)penser l'histoire de l'Afrique du xx<sup>e</sup> siècle et son écriture

### A. Au cœur du « tournant global » et du postcolonialisme

Dans le cadre d'un profond renouvellement historiographique initié à partir des années 1990, les sciences sociales connaissent un « tournant global ». Celui-ci a particulièrement concerné l'histoire des colonisations et des décolonisations, selon trois nouvelles tendances historiographiques étroitement liées les unes aux autres et qui ont permis de faire entrer les sociétés colonisées, à commencer par celles d'Afrique, dans l'histoire du monde :

- L'histoire monde ou *world history* qui a émergé aux États-Unis à la fin des années 1960, et qui permet de replacer les Empires coloniaux dans le contexte mondial tout en interrogeant la nature et le fonctionnement de ces empires (avec une forte dimension comparative).
- L'histoire globale (*global history*) ou connectée qui permet de décentrer son regard – abandonner le grand récit traditionnel de l'occidentalisation de la planète et s'affranchir des frontières nationales – pour penser les sociétés en termes de rencontres, de contacts et de circulations, et donc mettre en évidence les connexions qui s'opèrent au sein de ces sociétés à toutes les échelles spatiales, du local au mondial. Les Empires coloniaux sont ainsi désormais pensés en termes de

réseaux et d'interconnexions les uns et avec les autres, et dans lesquels, au final, la métropole n'apparaît plus que comme un pôle parmi d'autres.

- La nouvelle histoire impériale ou *new imperial history*, dont un des ouvrages fondateurs est celui de Frederick Cooper et Ann Laura Stoler publié en 1997, *Tensions of Empire*, complété par *Repenser le colonialisme* (traduit en français en 2020). Les historiens renouvellent profondément l'étude du fonctionnement des Empires coloniaux et de la construction, sur la durée et souvent de manière pragmatique, parfois même chaotique, d'un ordre colonial. C'est ce qui permet d'entrer dans les réalités quotidiennes du fonctionnement des sociétés coloniales, avec tous leurs acteurs, y compris marginaux.

Cette nouvelle approche globale du fait colonial s'inscrit elle-même dans le « tournant impérial » (« *imperial turn* ») des années 1980 et 1990 qui a changé le regard porté sur la colonisation, notamment pour ce qui concerne l'imprégnation de la culture coloniale dans le quotidien des populations, non seulement dans les pays soumis, mais aussi en Europe. Il montre aussi l'existence de « souverainetés feuilletées<sup>1</sup> », qui se comprennent par le fait que ce qui définit les Empires coloniaux, c'est la multiplicité des régimes de domination qui se juxtaposent.

## B. L'apport décisif des études post coloniales et des études « subalternes »

Les études dites « post coloniales » (*post colonial studies*) ne sont pas tant un courant historiographique structuré, que, surtout, un mode d'analyse, une méthode historique pour étudier la colonisation et les sociétés coloniales. Ces études ont pour origine le militantisme anticolonial, du milieu du xx<sup>e</sup> siècle à l'image d'un Frantz Fanon, repris ensuite dans certains milieux intellectuels aux États-Unis puis en Europe. Une des idées centrales de cette méthode est de montrer que le legs colonial demeure tellement puissant au lendemain des décolonisations qu'il continue à peser sur la manière dont s'organisent les nouveaux États indépendants et se restructurent les sociétés africaines.

Il est donc nécessaire de se départir du poids idéologique et militant qui existe dans cette pensée, encore aujourd'hui, pour se concentrer sur ce que cela apporte à l'historien. Les études postcoloniales font par ailleurs le lien avec un autre courant militant à partir des années 1980, les « études subalternes » (*subaltern studies*), qui permettent d'initier une histoire « par le bas » en mettant en lumière tous les acteurs « subalternes », habituellement peu voire pas pris en compte par les historiens. Ce courant est désormais bien implanté en France (par exemple avec la revue *Politique africaine* créée en 1981) et a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives. Il existe par ailleurs une historiographie africaine aujourd'hui, souvent méconnue alors qu'elle est très dynamique, qui tente de prendre en compte le poids des enjeux mémoriels, car les résistances à la conquête européenne ont profondément marqué la mémoire populaire des colonisés et de leurs descendants.

## C. Éclairer les sociétés africaines par une attention portée aux sources

C'est pour cela qu'une attention toute particulière doit être portée aux sources, qui ne peuvent se limiter aux sources produites en dehors des sociétés africaines, notamment toutes celles créées par l'ordre colonial. C'est donc une très large variété des sources primaires qui doit être prise en considération,

1. Burbank Jane, Cooper Frederick, *Empires in Global History. Power and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2010 (traduction française Payot, 2011); Surun Isabelle, « Introduction. Trajectoires historiques des souverainetés africaines au xix<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire du xix<sup>e</sup> siècle*, 58, 2019, p. 9-29.

en privilégiant celles produites par les sociétés africaines elles-mêmes : journaux, revues, manifestes, tracts, discours, mémoires de leaders politiques, d'intellectuels et d'artistes. S'y ajoutent de nombreuses sources non textuelles : photographies, caricatures, affiches, chansons.

Les candidats ont donc tout intérêt à consulter les nombreux témoignages et nombreuses autobiographies publiées par des acteurs majeurs du programme, qui peuvent par ailleurs faire l'objet de sujets à l'écrit comme à l'oral. Sans exhaustivité ni hiérarchie, voici quelques exemples, certains très célèbres, d'autres moins mais avec autant de valeur : *Peau noire, masques blancs* (1952) et *Les Damnés de la Terre* (1961) de Frantz Fanon, *L'étrange destin de Wangrin* (1973) et *Amkoullel, l'enfant peul* (1973) de Amadou Hampâté Bâ, *Portrait du colonisé* (1957) d'Albert Memmi, *L'Afrique doit s'unir* (1963) de Kwame Nkrumah, *Les bouts de bois de Dieu* (1960) de Ousmane Sembène, *L'expérience guinéenne et l'unité africaine* (1959) de Sékou Touré, *No Longer at Ease* (1960) de Chinua Achebe, *L'Apartheid* (1966) de Nelson Mandela, *La grande maison* (1952) et *L'incendie* (1954) de Mohamed Dib, *Des inconnus chez moi* (1920) de Lucie Cousturier, *Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire (1955) ou bien encore *Œuvre poétique* (1980) de Léopold Sédar Senghor.

### III. Une indispensable histoire « par le bas » des sociétés africaines

#### A. Saisir les Africains dans leurs réalités quotidiennes

Ces profonds renouvellements historiographiques permettent ainsi d'ouvrir de nouvelles perspectives en faisant une histoire « par le bas », à hauteur d'hommes et au ras des archives : les sociétés africaines ne peuvent être approchées que par les réalités quotidiennes des Africains et des Africaines. Plus largement, la mode éditoriale, ces dernières années, des « histoires populaires », montre bien cette tendance de fond, qu'il s'agisse du monde anglo-saxon (travaux d'Howard Zinn sur les États-Unis) ou de la France (travaux de Gérard Noiriel, de Danièle Tartakowsky ou encore de Michèle Zancarini-Fournel, pour ne citer qu'eux). Ces histoires permettent de renverser la manière d'écrire l'histoire et de redonner toute leur place à des acteurs habituellement « invisibles » ou, en tout cas, peu pris en compte, en rappelant qu'eux aussi ont une histoire très riche et une capacité d'action (ce que l'historiographie anglo-saxonne appelle l'*agency*). Cette capacité d'action passe notamment par les luttes et les mouvements protestataires, dont l'intensité, la durée, les acteurs et les formes sont d'une très grande diversité, y compris déjà au temps de la domination coloniale. Aucune domination extérieure n'a jamais été totale dans l'Afrique du xx<sup>e</sup> siècle.

En d'autres termes, il est indispensable de changer la focale, à la fois en zoomant sur les acteurs locaux et en dézoomant pour replacer ces acteurs dans des circulations, des mobilités et des connexions à des échelles plus larges, au niveau du continent et du monde.

#### B. Les sociétés africaines face aux situations de domination sur la longue durée

De 1900 à 1980, les sociétés africaines sont habituées à faire face à des situations de domination imposées depuis l'extérieur qu'il s'agisse de l'ordre colonial dans toute la première moitié du siècle ou, au moment et après les indépendances, des rapports de dépendance avec les anciennes métropoles, les grandes firmes transnationales et les représentants des institutions internationales. La « rencontre » avec l'Autre est un fait majeur et récurrent pour la plupart des Africains. Mais il est nécessaire de sortir du schéma quelque peu simpliste du face-à-face dominant/dominé, pour au contraire insister sur cette capacité des Africains et des Africaines, partout sur le continent et à toutes les époques, à faire avec la



présence de ces éléments extérieurs à leurs sociétés, à s'en accommoder selon toute une gamme d'attitudes et de stratégies individuelles et collectives. La capacité des Africains et des Africaines à s'organiser et à se mobiliser, à contester, à résister, à lutter tout au long du xx<sup>e</sup> siècle est par ailleurs un autre point important du programme, d'autant qu'il s'inscrit dans ce mouvement historiographique puissant évoqué plus haut autour de la capacité d'action des acteurs. Ces luttes sont à envisager à l'échelle des individus, dont les répertoires contestataires sont d'une grande diversité. Ces mobilisations contribuent aussi à faire émerger lentement une forme de politisation des sociétés africaines, qui s'accélère tout particulièrement au lendemain des deux conflits mondiaux et qui joue un rôle capital dans le processus des décolonisations. Ainsi, les rapports de pouvoirs au sein des sociétés africaines apparaissent davantage horizontaux que verticaux, avec de multiples situations d'adaptations, de négociations, de compromis, d'accommodement chez les Africains face à une domination plus ou moins violente imposée de l'extérieur.

Ceci a été particulièrement mis en évidence pour les sociétés coloniales. Elles forment des systèmes spécifiques, constitués à la suite des conquêtes et des appropriations territoriales à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, et qui durent jusqu'à l'accession à l'indépendance des colonies dans les années 1960. Elles résultent de la combinaison imposée d'une population autochtone très majoritaire sur le plan démographique (souvent plus de 90 % de la population totale) mais socialement dominée par une petite minorité de colons européens. Elles ne ressemblent ni à ce qu'on trouve en métropole, ni aux relations qui existaient antérieurement à la conquête. Elles se caractérisent par des formes de juxtaposition, d'hybridation et parfois d'invention de formes nouvelles : il faut donc dépasser très largement le schéma classique colon/colonisé, car les relations sont en réalité beaucoup plus complexes. Dès 1951, le sociologue Georges Balandier utilisait la notion de « situation coloniale », mettant ainsi en évidence le paradoxe majeur de ces sociétés qui connaissent à la fois la séparation (ségrégation) et l'intégration (contacts, métissage, acculturation...). Depuis, les travaux n'ont cessé de se multiplier et les historiens ont bien mis en évidence l'existence de multiples formes de contacts et d'interpénétration, d'espaces de l'entre-deux, qui empêchent d'enfermer l'étude des sociétés coloniales dans une vision trop dualiste. Plus qu'à une situation coloniale, c'est à une « rencontre » coloniale que l'on assiste dans les colonies africaines, avec une très grande diversité d'acteurs et de multiples configurations. Parmi ces acteurs, les Africains eux-mêmes, dont le rôle a été réévalué à la hausse par l'historiographie récente. Depuis les années 1990, les *colonial* puis *post colonial studies*, en relation avec l'histoire globale (par exemple les travaux de Ranajit Guha et ses collègues indiens), ont en effet permis de largement préciser le rôle des agents « subalternes » dans le maintien de l'ordre colonial, du point de vue concret et symbolique. L'histoire « par le bas » des *subaltern studies* conduit ainsi à mieux apprécier la marge de manœuvre des acteurs locaux vis-à-vis du pouvoir colonial et l'acceptation de ceux qui choisissent de collaborer ou de s'en accommoder. Jean-François Bayart et Romain Bertrand appellent « transaction hégémonique » cette situation qui implique non seulement la reconnaissance de la puissance des colonisateurs mais aussi une participation active des « collaborateurs », acteurs à part entière d'un État colonial en formation. Mais ces sociétés coloniales sont aussi fragiles, à l'image de la fragilité de l'ordre colonial lui-même. Elles sont soumises aux aléas économiques, aux situations de révoltes et de contestations face auxquelles des mesures coercitives, et plus rarement incitatives, sont déployées par les puissances européennes.

### C. Au cœur des connexions africaines : mobilités et circulations

De 1900 à 1980, un des phénomènes les plus sensibles dans les sociétés africaines est sans doute leurs mobilités, c'est-à-dire l'ensemble des déplacements d'un individu ou d'un groupe d'individus, pour des motifs divers et à des échelles spatiales variées. Il est nécessaire de distinguer la migration, qui implique



un changement définitif de lieu de résidence, de la circulation, qui désigne un changement temporaire de lieu. Ces mobilités ont permis, sur la longue durée du xx<sup>e</sup> siècle, d'établir une multitude de connexions des sociétés africaines à toutes les échelles spatiales car elles sont durables, mais aussi à la fois internes (il s'agit de la majorité d'entre elles) et externes au continent : entre l'Afrique et le monde, ou avec les métropoles au temps de la colonisation (et même après), entre pays africains à l'échelle continentale, entre régions d'un même pays, entre villes et campagnes (exode rural). Ces mobilités doivent donc faire l'objet d'une analyse très fine, car elles impliquent de très nombreux acteurs, y compris quand ils sont féminins, qui par ailleurs ne sont pas nécessairement les mêmes au début et à la fin du programme. Elles génèrent aussi des circulations d'idées, de modèles politiques, de répertoires de mobilisations et de luttes ou encore de pratiques culturelles et artistiques à l'échelle du monde. Sans être exhaustif, il est possible de songer, parmi ces acteurs, aux militaires, étudiants, militants politiques et syndicaux, travailleurs, avocats, intellectuels, artistes, enseignants, médecins, religieux, diplomates, sportifs ou encore chefs d'État.

Il est également nécessaire de distinguer entre mobilités contraintes et forcées d'une part et mobilités choisies d'autre part. Les premières ont lieu pour l'essentiel dans la première moitié du siècle, au temps de la domination coloniale. L'ordre colonial, par définition coercitif, impose aux sociétés africaines de nombreuses mobilités contraintes : mobilisation des travailleurs pouvant aller jusqu'au travail forcé, déplacements forcés de populations et pratiques de villagisation, incarcérations et déportations, exils liés aux répressions politiques qui visent les chefs de file politiques et syndicaux. Une diaspora africaine existe ainsi déjà dans la première moitié du siècle, très active dans la promotion du panafricanisme en Amérique du Nord et dans les Antilles, et conservant des liens avec le continent africain tout en tissant d'autres avec l'Europe et même l'URSS. Ces mobilités existent aussi au moment des indépendances, dans le cadre des luttes civiles qui peuvent avoir une dimension ethnique, ainsi dans l'ex-Congo belge. Le second type de mobilités, celles qui sont choisies, sont surtout présentes dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, au moment des indépendances et des reconfigurations politiques et sociales qui en découlent. Elles sont garanties et protégées par les institutions internationales, au premier rang desquelles l'ONU, au nom des grands principes du droit international. L'immigration vers l'Europe, surtout vers les anciennes métropoles, n'est qu'une composante de ce type de déplacements. Elles existent aussi, de manière certes marginale, au temps de la colonisation, par exemple pour quelques élites africaines cultivées qui, « évoluées » aux yeux du colonisateur, font leurs études secondaires et supérieures en métropole. Elles concernent aussi les militants africains qui, au fil de leurs luttes politiques et syndicales, entretiennent des relations à l'échelle du monde, ainsi dans le cadre du mouvement communiste. Ce second xx<sup>e</sup> siècle est également marqué par une amplification de la mondialisation, notamment dans les années 1960 et 1970. Elle favorise les circulations, non seulement des hommes et des femmes, mais aussi des idées et des croyances, des pratiques sociales et culturelles, des objets et des produits de consommation, des principes juridiques et du droit international.

Pour donner du concret à l'étude des mobilités, il est nécessaire, là encore, de faire une histoire « par le bas » des sociétés africaines, en s'intéressant à quelques trajectoires individuelles qui permettent d'éclairer l'intensification des circulations entre l'Afrique et le reste du monde, et donc l'importance des connexions de ces sociétés. Des hommes comme Amadou Hampâté Bâ, Frantz Fanon ou Léopold Sédar Senghor, mais aussi des femmes telles que Tawhida Ben Cheikh, première femme nord-africaine à devenir diplômée de médecine en France en 1936, incarnent ainsi ces circulations singulières entre Afrique, Europe, Asie et Amérique.